

L'arrêté ministériel du 26 septembre 2013 portant ratification des programmes de l'examen d'aptitude professionnelle et du concours d'admission au stage judiciaire est publié au *Moniteur belge* de ce 30 septembre 2013.

La date d'entrée en service des lauréats du concours d'admission au stage judiciaire classés en ordre utile est fixée au 1^{er} octobre 2014.

(La presse et la radio sont invitées à reproduire cet avis)

Het ministerieel besluit van 26 september 2013 houdende bekrachtiging van de programma's van het examen inzake beroepsbekwaamheid en van het vergelijkend toelatingsexamen tot de gerechtelijke stage, wordt gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van heden 30 september 2013.

De datum van indiensttreding voor de gunstig gerangschikte laureaten van het vergelijkend toelatingsexamen tot de gerechtelijke stage is vastgesteld op 1 oktober 2014.

(De pers en de radio worden verzocht dit bericht over te nemen)

SELOR

BUREAU DE SELECTION DE L'ADMINISTRATION FEDERALE

[2013/205061]

Sélection comparative de junior économistes pour l'Observatoire des prix (m/f), francophones, (niveau A), pour le SPF Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie (AFG13132)

Une liste de 10 lauréats maximum, valable un an, sera établie après la sélection.

Il est établi également une liste spécifique des personnes handicapées lauréates. Les personnes handicapées reprises dans la liste spécifique gardent le bénéfice de leur classement pour une durée de quatre ans.

Conditions d'admissibilité :

1. Diplômes requis à la date limite d'inscription :

- diplôme de base de 2^e cycle (p.ex. licence/master, ingénieur commercial...) délivré en sciences économiques, sciences économiques appliquées ou sciences de gestion et en sciences commerciales par une université belge ou une haute école après au moins quatre ans d'études.

Vous pouvez poser votre candidature jusqu'au 30 septembre 2013 via www.selor.be

La description de fonction (reprenant le contenu de la fonction, la procédure de sélection,...) est disponible auprès du SELOR (ligne info 0800-505 55) ou via www.selor.be

SELOR

SELECTIEBUREAU VAN DE FEDERALE OVERHEID

[2013/205061]

Vergelijkende selectie van Franstalige junior econoom voor het Prijzenobservatorium (m/v) (niveau A) voor de FOD Economie, K.M.O., Middenstand en Energie (AFG13132)

Na de selectie wordt een lijst met maximum 10 geslaagden aan-gelegd, die één jaar geldig blijft.

Er wordt ook een bijzondere lijst opgesteld van de personen met een handicap die geslaagd zijn. De personen met een handicap die zijn opgenomen in de bijzondere lijst, blijven hun rangschikking behouden voor vier jaar.

Toelaatbaarheidsvereisten :

1. Vereiste diploma's op de uiterste inschrijvingsdatum :

- vereist diploma op de uiterste inschrijvingsdatum : diploma van een basisopleiding van de 2e cyclus (bv. licentiaat/master, handelsingenieur,...) uitgereikt in de economische wetenschappen, de toegepaste economische wetenschappen of de handelswetenschappen door een Belgische universiteit of hogeschool na ten minste vier jaar studies.

Solliciteren kan tot 30 september 2013 via www.selor.be

De gedetailleerde functiebeschrijving (jobinhoud, selectie-procedure,...) kan u verkrijgen bij SELOR (via de infolijn 0800-505 54) of op www.selor.be

SELOR

BUREAU DE SELECTION DE L'ADMINISTRATION FEDERALE

Recrutement. — Résultat

[2013/205333]

Sélection comparative de collaborateurs niveau D, néerlandophones, pour tous les Services publics fédéraux

La sélection comparative de collaborateurs niveau D (m/f), néerlandophones, pour tous les Services publics fédéraux (ANG13075) a été clôturée le 19 septembre 2013.

Le nombre de lauréat(s) s'élève à 965.

En outre, il a été établi une liste spécifique de personnes handicapées lauréates.

Leur nombre s'élève à 17.

SELOR

SELECTIEBUREAU VAN DE FEDERALE OVERHEID

Werving. — Uitslag

[2013/205333]

Selectie van Nederlandstalige medewerkers niveau D voor alle Federale Overheidsdiensten (ANG13075)

De vergelijkende selectie van Nederlandstalige medewerkers niveau D (m/v) voor alle Federale Overheidsdiensten (ANG13075) werd afgesloten op 19 september 2013.

Er zijn 965 geslaagden.

Er werd ook een bijzondere lijst opgesteld van de personen met een handicap.

Hierbij zijn er 17 geslaagden.

SERVICE PUBLIC FEDERAL BUDGET ET CONTROLE DE LA GESTION

[C - 2013/03307]

10 SEPTEMBRE 2013. — Circulaire complétant la circulaire du 26 mars 2013 relative à la prudence budgétaire pour l'année budgétaire 2013

A Mesdames et Messieurs les Ministres et Secrétaires d'Etat,

1. Introduction

La circulaire du 26 mars 2013 (*Moniteur belge* du 11 avril 2013) relative à la prudence budgétaire pour l'année budgétaire 2013 imposait une libération partielle des crédits du budget 2013 afin de réaliser l'objectif de sous-utilisation. La présente circulaire vise à la compléter en prévoyant un mécanisme renforcé de prudence budgétaire.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUDGET EN BEHEERSCONTROLE

[C - 2013/03307]

10 SEPTEMBER 2013. — Omzendbrief ter aanvulling van de omzendbrief van 26 maart 2013 betreffende de begrotingsbehoedzaamheid voor het begrotingsjaar 2013

Aan de Dames en Heren Ministers en Staatssecretarissen,

1. Inleiding

De omzendbrief van 26 maart 2013 betreffende de begrotingsbehoedzaamheid voor het begrotingsjaar 2013 (*Belgisch Staatsblad* van 11 april 2013) legde een gedeeltelijke vrijgave op van de kredieten van de begroting 2013. Doel was de onderbenutting te halen die is vastgelegd voor de begrotingsjaren 2013 en 2014. Voorliggende nieuwe omzendbrief versterkt het mechanisme van begrotingsbehoedzaamheid.

2. Champ d'application

La présente circulaire a le même champ d'application que la circulaire précitée du 26 mars 2013.

Elle s'applique donc aux SPF, aux SPP, au Ministère de la Défense, à la Police fédérale et à la Régie des Bâtiments.

En ce qui concerne les organismes d'intérêts publics et organismes assimilés consolidés avec l'Etat fédéral, ainsi que les institutions publiques de sécurité sociale, les commissaires du gouvernement représentant le budget ou les délégués du Ministre du budget rempliront un rôle étendu comparable à celui prévu pour les inspecteurs des finances dans le cadre de la présente circulaire.

3. Principes généraux

L'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire sert de cadre général de référence.

Le principe retenu par la présente circulaire est celui de la limitation des dépenses à celles considérées comme obligatoires et inéluctables, au sens de la circulaire précitée du 26 mars 2013.

Pour rappel, on entend par dépenses obligatoires celles pour lesquelles le service fait a été certifié au cours de l'exercice précédent et dont le paiement n'est pas intervenu.

On entend par dépenses inéluctables celles qui ne sont pas engagées sur années antérieures mais qui le seront de manière certaine sur l'exercice concerné pour un volume de CE et de CL à déterminer (dépenses de personnel en fonction, dépenses liées à la mise en œuvre des lois, règlements et accords internationaux, dépenses strictement nécessaires à la continuité de l'activité des services : les dépenses énergétiques (eau, électricité, carburant,...), les loyers, les assurances, les entretiens, les remboursements d'emprunts, les dépenses résultant de marchés publics complémentaires ou à caractère répétitif, les avenants, les décomptes,...).

4. Directives concernant l'approbation des marchés publics, subsides, contrats,...

Toute nouvelle dépense soumise à l'avis de l'Inspection des Finances conformément aux dispositions de l'arrêté royal 16 novembre 1994 et considérée par elle comme obligatoire et inéluctable devra faire l'objet d'un accord du Ministre du Budget.

En ce qui concerne les marchés publics qui doivent être approuvés en Conseil des Ministres, conformément à l'arrêté royal du 3 avril 2013 relatif à l'intervention du Conseil des Ministres, aux délégations de pouvoir et aux habilitations en matière de passation et d'exécution des marchés publics, des concours de projets et des concessions de travaux publics au niveau fédéral, l'avis de l'Inspection des finances l'accord du Ministre du Budget et sont donnés au moment du lancement de la procédure mais également au moment de l'attribution si le dossier doit à nouveau être soumis au Conseil des Ministres à ce stade.

Les contrats CMS FOR et les dépenses sur les comptes d'ordre sont soumis également aux dispositions de la présente circulaire.

Pour les marchés publics de travaux, de fournitures et de services dont le montant est inférieur à ceux prévus à l'article 15 de l'arrêté royal du 16 novembre 1994, la responsabilité en matière de détermination du caractère obligatoire et inéluctable de la dépense incombe au président de chaque SPF/SPP/Ministère, service ou organisme.

Les dossiers doivent suivre la procédure normale de contrôle administratif et budgétaire, avec avis de l'IF et accord du Ministre du Budget conformément à l'arrêté du 16 novembre 1994.

En ce qui concerne les organismes d'intérêt public et assimilés et les institutions publiques de sécurité sociale, en cas d'avis négatif de l'Inspection des finances, du commissaire du gouvernement ou du délégué du Ministre du Budget, le comité de gestion (ou son délégué i.e. l'AG) peut demander au ministre de tutelle de faire appel de la décision et celui-ci prendra alors la responsabilité d'aller ou non en recours devant le Ministre du Budget et ensuite le Conseil des Ministres.

2. Toepassingsfeer

De toepassingsfeer is dezelfde als die van de voormelde omzendbrief van 26 maart 2013.

Hij geldt dus voor de FOD's, de POD's, het Ministerie van Landsverdediging, de Federale Politie en de Regie der Gebouwen.

Ten opzichte van de instellingen van openbaar nut en gelijkgestelde die van de federale overheid afhangen en de openbare instellingen van sociale zekerheid zullen de regeringscommissarissen begroting of de afgevaardigden van de Minister van Begroting een uitgebreide rol vervullen, vergelijkbaar met deze die voorzien wordt voor de Inspecteur van Financiën in het raam van deze omzendbrief.

3. Algemene principes

Het algemeen referentiekader is het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole.

Deze omzendbrief hanteert als principe de beperking van de uitgaven tot deze uitgaven die worden beschouwd als verplicht en onvermijdbaar in de zin van voornoemde omzendbrief van 26 maart 2013.

Wij herinneren aan volgende definities : verplichte uitgaven zijn deze waarvoor de verleende dienst gedurende het vorige boekjaar voor echt verklaard werd maar waarvoor geen betaling werd verricht.

Onvermijdbare uitgaven zijn deze waarvoor geen bedrag voor vorige jaren werd vastgelegd, maar zeker voor het betrokken boekjaar en voor een omvang van vastleggingskredieten en vereffeningkredieten die nog moet worden bepaald (uitgaven voor het personeel in dienst, uitgaven verbonden aan de uitvoering van de wetten, internationale verordeningen en overeenkomsten, uitgaven die strikt nodig zijn om de continuïteit van de dienstactiviteit te waarborgen : energie-uitgaven (water, elektriciteit, brandstoffen, enz.) huurprijzen, verzekeringen, onderhoud, terugbetaling van leningen, uitgaven uit overheidsopdrachten die aanvullend of terugkerend zijn, aanhangsels, afrekeningen, enz.).

4. Richtlijnen inzake de goedkeuring van overheidsopdrachten, toelagen, overeenkomsten, enz.

Elke nieuwe uitgave die voor advies aan de Inspectie van Financiën wordt voorgelegd overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 16 november 1994 en die door haar als verplicht en onvermijdbaar beschouwd wordt moet de akkoordbevinding krijgen van de Minister van Begroting.

Voor de overheidsopdrachten die in de Ministerraad moeten worden goedgekeurd krachtens het koninklijk besluit van 3 april 2013 betreffende de tussenkomst van de Ministerraad, de overdracht van bevoegdheid en de machtigingen inzake de plaatsing en de uitvoering van overheidsopdrachten, ontwerpenwedstrijden en concessies voor openbare werken op federaal niveau, worden de akkoordbevinding van de Minister van Begroting en het advies van de Inspectie van Financiën gegeven op het ogenblik waarop de procedure wordt opgestart, maar ook op het moment van de toewijzing, als het dossier in deze fase opnieuw moet worden voorgelegd aan de Ministerraad.

Raamcontracten FOR en uitgaven op orderekeringen worden ook onderworpen aan de bepalingen van deze omzendbrief.

Voor overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten waarvan het bedrag lager is dan de bedragen vermeld in artikel 15 van het koninklijk besluit van 16 november 1994, ligt de verantwoordelijkheid om uit te maken of het om een verplichte en onvermijdbare uitgave gaat, bij de voorzitter van elke FOD, POD, departement, dienst of instelling.

De dossiers moeten de normale procedure van administratieve en begrotingscontrole volgen, met advies van de IF en akkoordbevinding van de Minister van Begroting zoals voorgeschreven in het besluit van 16 november 1994.

Als de instellingen van openbaar nut en gelijkgestelde en de openbare instellingen van sociale zekerheid een negatief advies krijgen van de inspecteur van Financiën, de regeringscommissaris van Begroting of de afgevaardigde van de Minister van Begroting, kan het beheerscomité - of zijn afgevaardigde, namelijk de administrateur - generaal - de voogdijminister vragen beroep aan te tekenen tegen de beslissing. De voogdijminister is dan verantwoordelijk om al dan niet in beroep te gaan bij de Minister van Begroting en vervolgens de Ministerraad.

Pour ce qui concerne les décisions ayant fait l'objet d'un avis favorable, l'inspection des Finances, le commissaire du gouvernement ou le délégué du Ministre du Budget transmet tous les 15 jours au Ministre du Budget l'ensemble de ces avis. Ce dernier établit un tableau de l'ensemble des demandes acceptées, peut ensuite sur cette base prendre l'initiative de donner des instructions à ses commissaires et délégués pour infléchir leur politique (durcissement ou assouplissement de l'appréciation du critère) et transmet au Conseil des Ministres le tableau en question pour que ce dernier puisse lui aussi vérifier la bonne application de la décision et, le cas échéant, demander au Ministre du Budget de donner de nouvelles instructions à ses commissaires et délégués.

5. Présentation formelle des dossiers et timing

Les dossiers pour le Ministre du Budget dans le cadre de la présente circulaire doivent être présentés dans les formes d'un dossier soumis à la procédure du contrôle administratif et budgétaire.

Chaque dossier contiendra une justification circonstanciée du caractère obligatoire et inéluctable de la dépense, ainsi qu'un échéancier des liquidations par année budgétaire.

Les dossiers seront transmis au Ministre du Budget sur une adresse électronique spécifique (à préciser). Dès réception d'un dossier, et dans un délai minimum de trois jours ouvrables, le SPF Budget et Contrôle de la Gestion effectue une première vérification des dossiers, entre autres pour identifier les dossiers pour lesquelles des informations sont incomplètes.

6. Disposition finale, entrée en vigueur et publication

Tout dossier soumis au contrôleur des engagements comportera les avis et accords relatifs au caractère obligatoire et inéluctable de la dépense envisagée. En l'absence de ceux-ci, le contrôleur des engagements refusera son visa.

La présente circulaire entre en vigueur le jour de sa signature.

Elle sera publiée au *Moniteur belge*.

Le Ministre du Budget,
O. CHASTEL

Voor beslissingen die een gunstig advies hebben gekregen, geeft de inspecteur van Financiën, de regeringscommissaris van Begroting of de afgevaardigde van de Minister van Begroting om de veertien dagen aan de Minister van Begroting alle adviezen samen over. Deze laatste stelt dan een tabel op met alle aanvaarde verzoeken. Dan kan hij op basis van deze tabel instructies geven aan zijn commissarissen of afgevaardigden om hun beleid om te buigen (de toepassing van het criterium verstrengen of versoepelen). Hij legt de tabel in kwestie voor aan de Ministerraad zodat deze eveneens kan nagaan of de beslissing goed is toegepast en desgevallend de Minister van Begroting kan vragen nieuwe instructies te geven aan zijn commissarissen of afgevaardigden.

5. Vormelijke voorstelling van de dossiers en timing

De dossiers die volgens deze omzendbrief moeten worden voorgelegd aan de Minister van Begroting moeten de vorm aannemen van een dossier dat wordt voorgelegd aan de administratieve en begrotingscontrole.

Elk dossier bevat een uitvoerige verantwoording van de verplichte en onvermijdelijke aard van de uitgave, samen met een vervaldagenkalender van de vereffeningen per begrotingsjaar.

De dossiers voor de Minister van Begroting worden doorgestuurd naar een welbepaald elektronisch adres (te bepalen). Zodra een dossier ontvangen is en binnen een minimumtermijn van drie werkdagen voert de FOD Budget en Beheerscontrole een eerste controle van de dossiers uit, onder meer om de dossiers te identificeren waarvan de gegevens onvolledig zijn.

6. Eindbepaling, inwerkingtreding en publicatie

Elk dossier dat wordt voorgelegd aan de controleur van de vastleggingen zal de adviezen en de akkoorden bevatten in verband met de verplichte en onvermijdbare aard van de overwogen uitgave. Bij gebrek aan deze documenten zal de controleur van de vastleggingen zijn visum weigeren.

Deze omzendbrief wordt van kracht op de datum waarop hij ondertekend wordt.

Hij wordt gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*.

De Minister van Begroting,
O. CHASTEL

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2013/00630]

Conseil du Contentieux des Etrangers. — Avis. — Présentation de la liste de candidats à l'emploi à conférer de juge au contentieux des étrangers d'expression néerlandaise. — Erratum

Au *Moniteur belge* du 23 septembre 2013, acte n° 2013/00619, page 67185, il faut lire comme dernière phrase « Le candidat a été choisi à la majorité des voix. » au lieu de « Le candidat a été choisi à l'unanimité des voix. ».

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2013/00630]

Raad voor Vreemdelingenbetwistingen. — Bericht. — Voordracht van de kandidatenlijst voor de te begeven vacante betrekking van Nederlandstalig rechter in vreemdelingenzaken. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 23 september 2013, akte nr. 2013/00619, bladzijde 67185 moet als laatste zin « De kandidaat werd bij meerderheid van de stemmen voorgedragen. » gelezen worden in plaats van « De kandidaat werd met eenparigheid van stemmen voorgedragen. »

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[2013/03278]

Douane

Vente de marchandises abandonnées ou sans consignataire

Le 22 octobre 2013, l'inspecteur principal-chef de service a.i. du bureau des Douanes et Accises de Bruxelles Entrepôt procédera à la vente publique à partir de 9 heures, avenue du Port 104-106, à 1000 Bruxelles, de toutes les marchandises arrivées au magasin spécial ou sous régime similaire avant le 1^{er} octobre 2012 et pour lesquelles le consignataire ou le destinataire n'a pas donné de destination définitive.

Ces marchandises se trouvent placées sous le régime prévu par le Chapitre XII de la loi générale sur les Douanes et Accises du 18 juillet 1977 concernant la perception des droits d'entrée et seront vendues en vertu et aux conditions prévues par les articles 88 à 94 de la même loi.

L'exposition des lots aura lieu, avenue du Port 104-106, le 21 octobre 2013 de 9 heures à 11 h 30 m et de 13 heures à 15 h 30 m.

La nature des marchandises présentées à la vente sera précisée sur les affiches qui seront apposées aux entrées et dans le hall de l'entrepôt public des douanes de Bruxelles.

Les propriétaires et consignataires des marchandises qui seront vendues peuvent obtenir tous les renseignements utiles au bureau dudit entrepôt en exhibant la preuve de leur qualité.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[2013/03278]

Douane

Verkoop van verlaten goederen of goederen zonder consignatie

De e.a. inspecteur-dienstschef a.i. van het kantoor der Douane en Accijnzen te Brussel-Entrepôt, Havenlaan 104-106, te 1000 Brussel, zal op 22 oktober 2013 vanaf 9 uur al de goederen verkopen die voor de 1 oktober 2012 in het bijzonder magazijn of gelijkaardige regimes waren aangekomen of waaraan de consignataris of de bestemming geen definitieve bestemming heeft gegeven.

De goederen bevinden zich onder het door Hoofdstuk XII van de algemene wet inzake Douane en Accijnzen, van 18 juli 1977 voorziene regime en zullen te koop aangeboden worden krachtens en onder de voorwaarden voorzien door de artikelen 88 tot 94 van bedoelde wet.

De uitstalling van de loten zal op 21 oktober 2013 van 9 uur tot 11 u. 30 m. en van 13 uur tot 15 u. 30 m. te Brussel, Havenlaan 104-106, plaatsvinden.

De aard der voorgestelde goederen zal op de aanplakbrieven aangegeven worden.

De eigenaars en de consignatarissen kunnen al de nodige inlichtingen ten vermeldde kantoor bekomen, mits hun hoedanigheid te bewijzen.